

Marché n°2025-MAPA-07

PRESTATIONS DE FORMATION DANS LE DOMAINE DE LA
CONNAISSANCE DES ACTEURS AGRICOLES A DESTINATION DES
AGENTS TERRITORIAUX DE L'OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
CONCLU SELON LA PROCEDURE ADAPTEE
(MAPA en raison de l'objet)

Selon les dispositions législatives et réglementaires du code de la commande publique entré en
vigueur le 1er avril 2019

(Articles R.2123-1-3°, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT et CONTEXTE DU MARCHE	3
Présentation de l'établissement.....	3
Contexte du marché.....	4
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE.....	5
ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES DE LA FORMATION	6
3-1- Public concerné	6
3-2- Objectifs pédagogiques	6
3-3- Programme, modalités pédagogiques, nombre, durée et lieu des stages.....	6
3-4- Prestations et livrables attendus.....	8
3-5- Profil attendu des formateurs animateurs de la formation	8
ARTICLE 4 : ORGANISATION GENERALE DES FORMATIONS.....	9
4-1- Organisation des formations.....	9
4-1-1- <i>Nombre de stagiaires</i>	9
4-1-2- <i>Lieux, nombre, calendrier et conditions d'annulation des sessions</i>	9
4-1-3- <i>Inscriptions, convocations, feuilles d'émargement, attestations de formation et évaluations</i>	9
4-2 - Suivi du marché.....	10
4-3- Conditions de reports, annulation	10

ARTICLE 1 : PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT et CONTEXTE DU MARCHE

Présentation de l'établissement

L'Office français de la biodiversité (OFB) est un établissement public dédié à la sauvegarde de la biodiversité. Il est chargé de la protection et la restauration de la biodiversité, en métropole et dans les Outre-mer.

Créé au 1er janvier 2020 par la loi n°2019-773 du 24 juillet 2019, l'Office français de la biodiversité est sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Issu du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, de Parcs nationaux de France et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, l'Office français de la biodiversité est composé de près de 3000 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

L'OFB est responsable de 5 missions complémentaires :

- la police de l'environnement et la police sanitaire de la faune sauvage
- la connaissance, la recherche et l'expertise sur les espèces, les milieux et leurs usages
- l'appui à la mise en œuvre des politiques publiques
- la gestion et l'appui aux gestionnaires d'espaces naturels
- l'appui aux acteurs et la mobilisation de la société

L'Office français de la biodiversité s'appuie sur l'expertise de ses agents, dont les deux tiers évoluent sur le terrain avec, notamment, 1 700 inspecteurs de l'environnement. Les équipes de l'OFB interviennent chaque jour au cœur des territoires pour prévenir et lutter contre les atteintes à la biodiversité, mais aussi mieux appréhender les écosystèmes, comprendre leur fonctionnement et leur adaptation face aux pressions qui les entourent.

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.).

Il s'est organisé pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

La mission de police de l'environnement de l'OFB est assurée par les 1700 inspecteurs de l'environnement issus de l'ex Onema (police de l'eau et des milieux aquatiques, environ 700 agents) et de l'ONCFS (police des écosystèmes terrestres et de la faune sauvage, environ 1100 agents), répartis sur le territoire national à hauteur de 10 à 15 agents par département environ.

Leurs missions de police judiciaire, police administrative et police préventive (information, sensibilisation...) sont centrées sur la préservation de la biodiversité aquatique, terrestre et marine, la recherche et la lutte contre les infractions contribuant à sa destruction ou dégradation.

Contexte du marché

Le rapport de l'IPBES, Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques, de 2019, acte que les 5 causes majeurs de l'érosion accélérée de la biodiversité sont :

- Les changements d'usage des terres et de la mer. Ils sont principalement dus, à l'échelle mondiale, à l'intensification et à l'extension de surfaces agricoles qui conduisent au déboisement de vastes surfaces forestières. En France, ils se traduisent notamment par l'artificialisation, c'est-à-dire par la perte d'espaces, principalement agricoles, ou naturels ou forestiers. Ils conduisent à la destruction, la dégradation et la fragmentation des habitats (abrasion des fonds marins, mise en culture de prairies, pertes de connectivité, perturbation de l'hydrologie), le dérangement des espèces (collisions avec les véhicules, etc.), la dégradation des sols, de leurs fonctions et de leur biodiversité. Dans ce cas, les sols ou le milieu ne peuvent plus jouer leur rôle (héberger des espèces, capter du CO₂, etc.).
- L'exploitation directe de certains organismes (la surexploitation des ressources biologiques). Il s'agit des situations où nous utilisons de façon excessive les ressources naturelles (eau, bois, énergie, produits agricoles...). Cela concerne des activités qui prélèvent trop dans le milieu naturel, au-delà de ce que le milieu peut régénérer. Cela concerne notamment certaines pratiques agricoles ou la surpêche, des activités de chasses non gérées, la déforestation, les sur-prélèvements par les activités récréatives, etc.
- Le changement climatique. Le réchauffement climatique en cours modifie, perturbe ou menace le monde vivant : l'aire de répartition des espèces animales et végétales se déplace, certains cycles végétatifs s'accroissent. Le climat est lui-même déséquilibré par les activités humaines qui émettent trop de CO₂ et de gaz à effet de serre. Or la biodiversité offre des solutions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique reconnues (solutions fondées sur la nature).
- La pollution des eaux, des sols et de l'air. Il s'agit par exemple des pollutions des milieux aquatiques par les substances azotées et phosphorées, les pollutions de l'air, les pollutions des sols et des milieux aquatiques par des substances dangereuses (pesticides, métaux lourds, etc.), des pollutions émergentes (résidus médicamenteux, nanoparticules, ondes électromagnétiques, etc.), la pollution par les macro-déchets (notamment ceux qui se retrouvent en mer et dans les organismes marins), la pollution des milieux par les micro-plastiques, la pollution sonore (notamment par les transports terrestres et maritimes) ou la pollution lumineuse. Elles détruisent ou modifient les écosystèmes et les espèces.
- Les espèces exotiques envahissantes (par exemple l'introduction et la dissémination d'espèces exotiques envahissantes ou l'introduction et la dissémination ou la mise en contact avec des agents pathogènes microbiens). Elles constituent une menace pour près d'un tiers des espèces terrestres menacées et sont impliquées dans la moitié des extinctions connues. Les espèces exotiques envahissantes sont à l'origine d'impacts multiples affectant les espèces indigènes, le fonctionnement des écosystèmes et les biens et services qu'ils fournissent. Ces espèces sont également à l'origine d'impacts négatifs importants pour de nombreuses activités économiques et pour la santé humaine.

L'affectation de 50% environ des sols de France métropolitaine à l'activité agricole (+ environ 30% pour la forêt) fait des agriculteurs et de leurs partenaires associés (fournisseurs, coopératives, conseillers agricoles, chambres d'agriculture, etc...) des acteurs essentiels de la préservation de l'eau et la biodiversité, notamment au regard de deux de ces causes : usage des sols et pollutions. Ajoutons que la biodiversité est une alliée de l'agriculture. De ce fait les agriculteurs sont parmi les interlocuteurs essentiels des inspecteurs de l'environnement.

Les interactions entre les services territoriaux et les agriculteurs / le monde agricole et rural ne se limitent d'ailleurs pas à celles liées à l'activité de police, loin de là :

- Les élus locaux des collectivités rurales sont souvent issus ou proches de ce milieu
- Les représentants des agriculteurs, voire des agriculteurs en activité, sont des interlocuteurs à toutes les étapes de la planification de la politique de l'eau, mais aussi de la biodiversité ; ainsi, ils sont présents dans les travaux sur les SAGE (Schémas d'aménagement et de gestion des eaux), dans les CLE (Comité locaux de l'eau), etc
- On les retrouve dans les projets d'aménagement et de restauration des cours d'eau, puisqu'en milieu

rural, ce sont les propriétaires des parcelles concernées et la plupart du temps les délégués des syndicats de rivières

- Ils sont des interlocuteurs incontournables pour les maitres d'ouvrage et services dans les mesures de compensation (le foncier agricole sert souvent de terrain de compensation)
- Les contrôles de chasseurs ou les constats de dégâts de gibiers s'effectuent sur des terres agricoles, en lien direct avec l'exploitant des parcelles
- Etc...

Enfin, les Directions régionales de l'OFB sont elles-mêmes en relation régulière avec les acteurs régionaux de l'agriculture : DRAAF, Chambres d'agriculture départementales et régionales

De ce fait, l'analyse des besoins de formation interne de l'OFB a fait émerger depuis plusieurs années déjà un besoin d'acculturation des agents des services départementaux à la connaissance de ce(s) monde(s). En effet, même si les agents départementaux ou régionaux de l'OFB sont, du fait de leurs missions, en permanence en interaction avec des acteurs agricoles, et ont une bonne connaissance des impacts environnementaux des activités agricoles, voire pour certains de l'agriculture, ils ont besoin de mieux connaître leur univers professionnel et leurs contextes d'action, et de développer des capacités de dialogue favorables à des relations aussi apaisées et professionnelles que possible.

La récente crise agricole, qui a vu l'OFB désigné en bouc émissaire, renforce cette nécessité, l'établissement se devant d'être proactif pour renouer les liens.

En 2023, l'OFB s'est mobilisé dans le cadre d'un travail associant agents et instances de l'OFB pour formaliser et préciser les éléments de référence stratégiques qui guident l'action de l'établissement dans le domaine agricole. Présentés au Conseil d'administration de l'OFB en mars 2024, ces éléments de référence mentionnent plusieurs thématiques prioritaires et dessinent notre mobilisation, auprès et avec les acteurs agricoles, en faveur de pratiques agroécologiques pourvoyeuses de solutions et adaptées aux enjeux territoriaux pour concilier préservation de la biodiversité et agriculture

C'est dans ce contexte que l'établissement a décidé d'étendre les formations Acteurs Agricoles à l'ensemble des agents en contact avec le monde agricole.

Ce marché s'inscrit dans la continuité du 2023-MAPA01. Les premières sessions du nouveau marché seront programmées à partir de l'automne 2025, une fois que les 35 sessions du précédent marché auront été consommées.

D'un point de vue qualitatif, les retours sont positifs. Les visites et les échanges de terrain sont appréciés et les stagiaires voient des évolutions à venir dans leur pratique au quotidien (contrôles, échanges avec les agriculteurs) et ceci malgré le contexte de crise dans lequel la plupart des formations ont été réalisées.

Dans les régions dans lesquelles des sessions se sont déroulées, une recrudescence des liens entre établissements agricoles et SD est observée. Ces formations portant sur les enjeux et les logiques d'acteurs, qu'elles soient socio-économiques ou techniques favorisent une connaissance mutuelle en contexte neutre et améliorent les relations et les conditions de travail des uns et des autres.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des prestations de formation des agents territoriaux de l'OFB à la connaissance des acteurs agricoles. C'est un marché à bons de commande.

ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES DE LA FORMATION

3-1- Public concerné

Le public concerné est constitué en priorité des agents de l'OFB exerçant en service départemental, mais peut inclure des agents issus des directions régionales ou nationales dont la mission touche à l'agriculture, sans toutefois dépasser 20% des stagiaires d'une session.

3-2- Objectifs pédagogiques

A l'issue de la formation, les stagiaires devront :

- Être capables de comprendre les tenants et aboutissants de l'activité agricole : paramètres et enjeux socio-économiques, socio-techniques, territoriaux
- Être capables de comprendre les logiques d'actions des agriculteurs et des acteurs de leur environnement, ainsi que leurs déterminants à court, moyen et long terme
- Pouvoir placer les enjeux agricoles au regard des enjeux relatifs à la biodiversité

La pédagogie mise en œuvre devra comprendre suffisamment de visites d'exploitations et d'échanges / relations directs avec des agriculteurs variés et avec des acteurs déterminants de leur environnement, pour assurer une acquisition concrète de ces objectifs.

3-3- Programme, modalités pédagogiques, nombre, durée et lieu des stages

Programme et modalités pédagogiques

Le programme devra comprendre a minima :

- a) **2 visites d'exploitation détaillées** : le choix de ces exploitations est stratégique par rapport aux missions des agents et aux objectifs de la formation :
 - Il devra prendre en compte l'importance spatiale des orientations technico-économiques des exploitations (OTEX) concernés : il s'agit de faire connaître aux stagiaires les activités agricoles/ OTEX qu'ils ont le plus de probabilité de rencontrer (par exemple en % de la superficie agricole utilisée (SAU) de la région)
 - Il devra comprendre
 - Au moins une exploitation conventionnelle, pour la même raison, et aussi parce que ce sont celles qui risquent d'occasionner des impacts ; à noter que les visites de terrain peuvent être complétées par des échanges en salle avec d'autres agriculteurs
 - Autant que possible, un élevage
 - Autant que possible une exploitation fortement concernée par des problématiques eau.

Ces échanges avec les agriculteurs devront permettre, pour chaque exploitation, de comprendre :

- Les outils de production : SAU, Ateliers, bâtiments, matériels, les facteurs de production (emplois...)
- Les contraintes du foncier et contexte pédoclimatique
- Les pratiques liées aux ressources de production : sol, eau, biodiversité, intrants et leurs raisons
- Le lien à la PAC, dont les MAEC, à la chambre d'agriculture, aux conseillers agricoles
- Leur(s) stratégie(s) de production et modes de production au regard de ces éléments et du/ des marchés (circuits de commercialisation...) ; les filières dans lequel il est inscrit et les raisons de ce choix ; leurs projets d'évolution éventuels...

- L'environnement externe de la ferme : partenaires (dont les GIEE ou appartenance à des groupes territoriaux éventuels), clients, fournisseurs ; principales opportunités et contraintes
 - Leurs métiers : parcours, objectifs personnels, conditions de travail, satisfactions, contraintes, opportunités... ; Comment imaginent-ils leur métier et leur entreprise à 5 ans
- b) **Des échanges avec un ou plusieurs agriculteurs en conventionnel**, soit par l'une des visites, soit par des échanges en salle, avec au moins partiellement les mêmes objectifs de contenu
- c) **Des apports par des experts sur :**
- L'agriculture de la région
 - La PAC, dont les MAEC : apports suffisamment détaillés pour que les stagiaires comprennent la dépendance des chefs d'entreprise vis-à-vis de ces dispositifs ; des apports sur l'équilibre financier des entreprises
 - Le système d'acteurs dans lequel évoluent les chefs d'entreprise : acteurs des filières, du foncier, organisations agricoles, syndicalisme (éventuellement, dès lors que les échanges sont apaisés et circonscrits à une durée maximum d'une heure)
 - Un des itinéraires techniques (ITK) concernés par les visites, afin de donner à comprendre les logiques et vocabulaire agronomiques
- d) **3 interventions du directeur régional OFB ou de son adjoint :**
- En ouverture de la formation (1/4h environ), afin d'expliquer la raison de cette formation (possibilité en distanciel)
 - 1h : présentation de la stratégie agriculture nationale et régionale
 - En clôture : 1h à 1h30 : debriefing des stagiaires sur la formation et débat avec le Dr ou Dr adj sur la politique agricole de la direction régionale, et le management des relations avec le monde agricole local, en présentiel
- e) **La fourniture d'un dossier documentaire** complet sur l'agriculture de la région : productions, éléments économiques et sociaux, principaux acteurs (ex : coopératives, acteurs de l'agriculture biologique...) et enjeux, éléments de prospective

NB : le programme issu des premières sessions organisées est le suivant ; les séquences surlignées devant être assurées par un ou plusieurs acteurs agricoles (conseillers agricoles, experts ou chercheurs locaux...) - compétents sur ces contenus, dont a minima une chambre d'agriculture départementale ou régionale. Elles devront être réparties sur les trois jours de formation.

	J1	J2	J3
<i>Matin</i>	<i>Ouverture par le DR ou DR adj Brise-glace et attentes Panorama de l'agriculture de la région</i>	<i>Visite exploitation</i>	<i>Visite exploitation</i>
<i>Après midi</i>	<i>Table ronde d'agriculteurs et/ ou visite Détail d'un des ITK, concerné par une ou l'autre des 2 visites (cf critères de sélection des exploitations visitées)</i>	<i>Debriefing visite Système d'acteurs agricoles ou PAC/ MAEC</i>	<i>Système d'acteurs agricoles ou PAC/ MAEC Debriefing de la formation avec le DR ou DR adj</i>

Durée :

La formation aura une durée de 3 jours consécutifs, du mardi au jeudi d'une même semaine, pour un total de 21h

Modalités pratiques

Le prestataire mettra à disposition les salles et matériels nécessaires à la réalisation de la formation, et gèrera les intervenants et les chefs d'entreprise agricole. Pour les intervenants extérieurs, des interventions en distanciel sont possibles.

Le prestataire fixera les dates de la formation en fonction des disponibilités du DR ou DR adj.

La restauration du midi est assurée par le prestataire ; l'hébergement éventuel et la restauration du matin et du soir, sont assurés par les services administratifs de la Direction régionale concernée.

Les stagiaires peuvent faire du co-voiturage pour les visites.

3-4- Prestations et livrables attendus

Les prestations et livrables attendus comportent :

- La conception et l'élaboration du programme détaillé (dates, horaires, noms et qualité des intervenants, contenu détaillé des séquences, choix des exploitations, modalités pédagogiques), répondant au cahier des charges Qualiopi et à la procédure OFB afférente.
- La création des supports de formation et des documents remis en fin de stage aux stagiaires si nécessaire, sous format électronique et/ou papier et leur fourniture au commanditaire pour mise à disposition de l'ensemble des stagiaires
- Le recrutement et l'animation des responsables d'entreprise agricole et des intervenants externes
- L'animation de la formation, y compris les convocations, l'émargement et l'évaluation par les stagiaires
- Un bilan détaillé de la formation du point de vue des formateurs, proposant d'éventuels ajustements pour la session suivante.

3-5- Profil attendu des formateurs animateurs de la formation

Le prestataire s'engage à sélectionner deux formateurs intervenant au niveau postbac.

Idéalement, les formateurs seront à même de répondre aux questions relatives à :

- La diversité des agricultures et des politiques publiques
- L'environnement professionnel et territorial de l'entreprise agricole
- La gestion sociale, économique et financière de l'entreprise agricole
- L'entreprise agricole, les produits agricoles et les marchés
- La stratégie de l'entreprise agricole

Ils connaîtront suffisamment les sujets cités précédemment et le contenu de la formation pour être en capacité de solliciter des intervenants extérieurs (agriculteurs, chambre d'agriculture, chercheur).

Ils sauront mener un groupe d'adultes, de façon active et participative, afin d'instaurer un dialogue. Ils s'assureront lors des interventions, que la discussion permette d'atteindre les objectifs de la formation.

Ils s'attacheront, en début de formation, à recueillir les attentes des stagiaires afin d'y répondre au mieux tout au long de la formation.

ARTICLE 4 : ORGANISATION GENERALE DES FORMATIONS

4-1- Organisation des formations

4-1-1- Nombre de stagiaires

Le nombre de stagiaires est compris entre 10 et 15 par session.

4-1-2- Lieux, nombre, calendrier et conditions d'annulation des sessions

Lieux

Les formations devront se dérouler en métropole, dans les 16 régions suivantes. Pour chacune d'entre elles, le prestataire proposera un site de formation permettant de répondre aux contraintes sur le type d'agriculture à explorer dans des locaux du prestataire. Ainsi, le contact entre les agents OFB et le public agricole sera renforcé.

Ex-Auvergne
Ex-Rhône-Alpes
Bourgogne-Franche-Comté
Bretagne
Centre-Val de Loire
Corse
Grand Est
Hauts-de-France
Ile-de-France
Normandie
Ex-Poitou Charentes-Limousin
Ex-Aquitaine
Ex-Languedoc
Ex-Midi-Pyrénées
Pays de la Loire
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Nombre et dates des sessions

Afin de permettre à l'ensemble des agents de se former, on estime à 70 sessions à réaliser sur l'ensemble du territoire métropolitain (au minimum une par région), le nombre annuel étant compris entre 6 et 28 par an. Les mois préférentiels de mise en œuvre des sessions, mais sans exclusivité, sont d'octobre à mars, période durant laquelle tant les inspecteurs de l'environnement que les agriculteurs sont moins sollicités, et un peu plus disponibles.

4-1-3- Inscriptions, convocations, feuilles d'émargement, attestations de formation et évaluations

La formation fait partie du plan de formation interne de l'OFB, et sa partie administrative est co-gérée par le service de formation de l'OFB et le prestataire.

Les relations entre le gestionnaire RH de la formation de l'OFB et le prestataire seront organisées de la façon suivante pour chaque session:

- Définition de la date de la session en lien avec les contraintes du DR / DR adj
- Inscription sur la plate-forme Formation de l'OFB (clôture des inscriptions 4 à 6 semaines avant le début de la formation)
- Transmission du programme de formation par le prestataire au service formation pour validation

- au moins 6 semaines avant le début de la formation, sous peine de pénalité
- Transmission des données stagiaires (nom, prénom, coordonnées) par le service formation OFB au prestataire, et au service administratif de la DR, qui gère en direct avec les stagiaires les hébergements et restaurations du matin et du soir
- Réalisation des convocations, des fiches d'émargement (à la demi-journée Qualiopi) et des attestations de formation par le prestataire
- Réalisation et renseignement d'un tableau de suivi des acquis Qualiopi (trame OFB à remplir)
- En fin de formation, envoi aux stagiaires du lien sur l'enquête de satisfaction en ligne de l'OFB
- Mise à disposition des supports de formation en ligne, dès la fin de la formation
- Retour de la synthèse des évaluations de la formation par l'OFB au prestataire

En sus de ces évaluations par les stagiaires, l'évaluation finale devra comprendre une synthèse des évaluations individuelles des acquis (questionnaire de suivi d'atteinte des objectifs fourni par le commanditaire).

Le prestataire devra transmettre à l'établissement dans un délai de quatre (4) semaines calendaires après la fin du stage, sous peine de pénalité :

- Une évaluation de l'atteinte des objectifs de la formation par stagiaire (le tableau de base est disponible auprès du service formation OFB)
- Une évaluation des conditions de déroulement pédagogique et matériel de la session, faite lors d'un entretien téléphonique avec la chargée de mission de la DRH de l'OFB, ou par un rapport écrit. Le prestataire devra aussi remplir un questionnaire de recueil des appréciations des formateurs référents. Le lien lui sera envoyé par mail par le service formation.

4-2 - Suivi du marché

Le marché est géré, au niveau de l'OFB, par la DRH.

L'attribution du marché donnera lieu à plusieurs réunions :

- 1 réunion avec le prestataire pour préciser les attendus et les modalités de la prestation, et initier le marché.
- 3 réunions intermédiaires par an pour validation des sites, programmes détaillés et intervenants des sessions, et régulations logistiques
- 1 réunion finale par an, de bilan global de l'année, et de préparation de l'année suivante.

4-3- Conditions de reports, annulation ...

Les sessions font l'objet d'un planning annuel indicatif convenu avec le prestataire, mais pourront être annulées ou reportées par le pouvoir adjudicateur dans le cas d'un nombre d'inscrit inférieur à 10, d'intempéries, de grèves ou en cas de force majeure. Dans ce cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité.

Le prestataire sera alors informé de l'annulation ou du report de la formation au plus tard sept (7) jours avant la date de commencement, par courriel.